

L'IDÉE DE DIALOGUE LANCÉE PAR ABDELMADJID TEBBOUNE

L'opposition se montre sceptique

L'idée d'entamer un dialogue avec les partenaires sociaux afin de construire un consensus sur les questions «nationales d'importance», lancée par le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune le 29 juin dernier devant les parlementaires de la Chambre basse est différemment appréciée et commentée par la classe politique.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le premier secrétaire du parti Jil Jadid, le D' Amokrane Lakhdar, dira à ce propos que «pour le moment, il n'y a eu qu'une allusion à un éventuel dialogue sur un consensus économique sans autres indications sur la question». Selon lui, «à Jil Jadid, nous avons toujours appelé au dialogue politique et social et nous attendons de voir les intentions du pouvoir à travers le gouvernement Tebboune et on prendra acte lorsqu'on verra les invitations lancées, les parties invitées, les modalités du dialogue et l'ordre du jour».

L'autre parti de l'opposition en, l'occurrence le RCD, estime que c'est «le pouvoir qui refuse le dialogue pour sortir le pays de l'ornière». Son président, Mohcine Belabbas, critique «le choix» du Premier ministre de «retourner au vocabulaire des années 1970 pour écarter d'un revers de main toute notion de privatisation au motif que le maintien d'entreprises dans le secteur étatique est un gage de souveraineté».

Plus critique, le FFS a rendu public un avis sur la question en déclarant que «lorsqu'on parle de consensus, c'est pour remettre le pays entre les mains de ses citoyens car tout indique que la prochaine exacerbation de la crise sera encore plus redoutable que celle des années 1990». «Les mots sont importants. Quand on parle de «consensus» – c'est le cas pour le FFS – ce n'est pas pour cogérer les crises provoquées par le régime mais pour résoudre les problèmes graves du pays. Or, le constat est établi depuis longtemps que le régime fabrique la crise, détruit les valeurs matérielles (par la corruption, la gabegie et un niveau abyssal d'incompétence) et aussi les valeurs morales», explique le plus vieux parti de l'opposition démocratique en Algérie, avant de conclure : «Quand on parle de consensus, c'est pour changer de régime de manière pacifique et ordonnée avant que les choses ne s'aggravent.» Pour sa part, le chef du groupe parlementaire du Parti des travailleurs dira que «pour le PT, un dialogue (autour de la révision du système de subventions) veut dire qu'il y aura une remise en

cause du rôle de l'Etat sur le plan social, voire un désengagement. Nous avons vu que cela a été catastrophique pour d'autres pays. Nous sommes contre la remise en cause de ces acquis». Par ailleurs et contre toute attente, le député de l'union formée par Ennahda, El Adala et El Binaa, M. le Lakhdar Benkhelaf, a fait savoir que «nous sommes pour la démarche du dialogue sur des sujets importants qui concernent les citoyens et la gestion du pays et les questions importantes posées sur toutes les scènes afin d'arriver à un consensus». Même constat pour le MSP.

Son chargé de communication indiquera que son parti plaide la «mise en place d'un dialogue», arguant que cette revendication est basée sur plusieurs raisons. M. Belabès Belabès, chef du groupe parlementaire du RND, membre actif de l'Alliance présidentielle, dira, pour sa part, que «le groupe parlementaire du RND a invité le gouvernement à un dialogue régulier avec l'honorable Assemblée populaire nationale». Selon lui, «la venue périodique des ministres devant les commissions de l'Assemblée en dehors de la seule présentation des projets de lois sera chaque fois une occasion d'expliquer leur action et d'éclairer les députés». «Cela offrira des arguments supplémentaires qui seront utilisés par les députés de la majorité pour soutenir et défendre l'action du gouvernement. Cela contribuera sans



Abdelmadjid Tebboune.

doute, aussi, dans une certaine mesure, à une meilleure compréhension de l'action et des objectifs

du gouvernement par l'opposition parlementaire», a-t-il ajouté.

A. B.

PARTIS POLITIQUES

Où en est le RCD ?

Y a-t-il crise au Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ? Question lancinante à plus d'un titre eu égard à ce qui fait l'actualité au sein du parti depuis quelques semaines : la série de démissions de militants issus de son bastion, la section de Tizi-Ouzou.

La structure du parti légué par Saïd Sadi en tant que telle demeure, mais il faut reconnaître que le parti d'opposition qui pouvait se prévaloir d'un poids certain dans ce qui faisait la vie politique a quelque peu perdu de cette aura qui en faisait, jusqu'à récemment encore, un des refuges privilégiés des militants aux valeurs politiques intangibles depuis l'avènement du multipartisme, jusqu'à donner le peu de crédit dont pouvait se prévaloir le mouvement transpartisan, dont il était une des locomotives, né avant l'élection présidentielle de 2014 pour faire barrage au 4^e mandat de Bouteflika.

Les rapprochements avec des courants idéologiques honnis, ceux-là mêmes qui promettaient au RCD sa mort, ont provoqué dans les rangs des militants d'en bas des rictus, pour le moins que l'on puisse dire, qui, en fin de compte, ont été gérés de façon plutôt heureuse par Mohcine Belabbas et son équipe.

Mais la fracture était là, et à ces rapprochements «contre-nature» très mal vus allait se greffer une conjonction dont le haut fait allait avoir de fâcheuses conséquences dans les rangs des militants.

En effet, le retrait avec fracas de l'une des figures du parti, Nordine Aït Hamouda pour ne pas le nommer, allait révéler au grand jour plus qu'une simple tranche de vie difficile du parti qui, pourtant, s'est toujours enorgueilli de la stature du personnage avant de le vouer aux gémonies, provoquant un malaise au sein de la base militante, désormais ballottée entre les deux camps, comme le relevait plus d'un lorsqu'il s'est agi d'expliquer la timide performance du

RCD lors des législatives dans son bastion. Elections législatives qui, justement, ont révélé de façon plus éclatante cette espèce de crise de confiance ayant happé les rangs des militants du parti qui ont brillé par leur démobilisation lors de la campagne pour se matérialiser ensuite par les chiffres ayant sanctionné sa participation à la course aux sièges de l'APN.

Depuis, et bien qu'il feigne ne pas trop en faire cas, l'état-major du RCD essuie des coups sous la forme la plus pénible pour un parti politique : les démissions. Des retraits assortis de déclarations publiques à travers lesquelles sont alignés des griefs qui ne contribuent vraiment pas à la

réhabilitation de l'image du RCD qui, lui, préfère fermer les yeux et, au contraire, faire état de flux de nouveaux militants ayant rejoint ses rangs depuis ces fameuses législatives. Une façon comme une autre de rassurer les fidèles dans la perspective des prochaines échéances : les élections locales prévues à la fin de cette année. Une période trouble qui, peut-être pour le parti, ne dit pas son nom, mais dont les résultats des législatives sont largement illustratifs. Et ce n'est sans doute pas le report du congrès ordinaire pour la fin de l'année qui aidera les militants à voir plus clair dans la situation que traverse le RCD.

A. M.

Le groupe parlementaire des indépendants se paye le RCD

Elle peut être qualifiée de tout ce qu'on veut sauf de banale, la déclaration du groupe des parlementaires indépendants adressée, hier, au groupe RCD. Ce dernier fait subir d'incessantes pressions sur les élus sans étiquette partisane depuis leur installation afin de les rallier, est-il révélé dans la missive, dans le but de les rallier «à une manœuvre médiatique camouflée en commission d'enquête sur la gestion de la résidence d'Etat Club-des-Pins». Une initiative qui a mis dans tous leurs états les députés indépendants pour qui la décence aurait voulu que le RCD fasse état de «toutes les largesses et privilèges dont ont bénéficié ses cadres et des membres de sa direction à titre gracieux jusqu'en juin 2003, bien après les événements tragiques du Printemps noir de 2001, en leur qualité de résidents au Club-des-Pins».

Ceci sans parler des traitements de faveur dont a bénéficié l'ex-président du RCD, lui-même résident à Club-des-Pins, ajoutent les indépendants avant de demander «publiquement» à leurs collègues élus du RCD de cesser tout contact «malsain et manœuvre». Puis, aux députés non partisans de révéler qu'une commission d'enquête lèvera le voile sur bien des impostures qui, comme dit l'adage populaire, mangeaient avec le loup tout en criant avec le berger.

Les indépendants informent également qu'ils ont, désormais, décidé que tout contact politique avec leur groupe devra passer préalablement par l'élu de la liste indépendante Nordine Aït-Hamouda qu'ils ont délégué dorénavant avec toutes les prérogatives y afférentes.

B. S.

PROJET DE FUSION DU FC DANS LE MSP

Le congrès réunificateur le 22 juillet prochain

Le projet de fusion du Front du changement dans le MSP arrivera à son terme le 22 juillet prochain à l'occasion du congrès réunificateur.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Contrairement à l'autre projet de la mouvance verte portant intégration graduelle entre Nahda, le FJD et le mouvement Binaa qui tanguent au gré d'appétits des uns et des autres parmi les cadres des trois mouvements, celui portant fusion entre le FC et du MSP est en bonne voie. Le projet dont les premiers pas remontent à près de cinq

ans de cela, a vu son rythme s'accélérer à la faveur des dernières élections législatives à l'occasion desquelles les deux partis ont convenu de franchir la première étape de cette fusion en établissant des listes communes sous le label du MSP, le FC devant se dissoudre juste après, ce qu'il a fait, d'ailleurs ce week-end, à la faveur d'un congrès extraordinaire qui a signé l'acte de décès

du parti que présidait Abdelmadjid Ménasra pour sceller officiellement le retour dans la maison-mère du MSP lors d'un congrès réunificateur prévu le 22 juillet prochain à Alger.

C'est ce que le chargé de la communication du MSP nous annonçait, hier, à la mi-journée, précisant que tout dans ce congrès de réunification prévu à la Foire des expositions, aux Pins-Maritimes, à l'est de la capitale, se déroulera dans un esprit de consensus comme cela a été de rigueur durant tout le processus de réunification.

Un congrès qui devra vraisemblablement voir Abderezzak Mokri céder la présidence du MSP dans sa nouvelle version à Abdelmadjid Ménasra durant les quatre premiers mois, avant que Mokri ne reprenne son poste jusqu'au prochain congrès ordinaire, prévu en mai 2018.

Un rendez-vous qui se déroulera, précisera Abdallah Benadjaïmia, dans un esprit démocratique comme cela a, de tout temps, prévalu jusqu'ici, avec des délégués élus à la base.

Et dans ce projet de fusion, le FC a fait preuve de beaucoup de concessions en acceptant de se dissoudre pour continuer le combat sous le label du MSP et surtout de se soumettre à la décision du conseil consultatif du mouvement cher à feu Mahfoud Nahnah, de refus de l'offre du pouvoir de prendre part au gouvernement post-élections législatives du 4 mai dernier, alors que son propre conseil consultatif avait opté pour la participation gouvernementale.

M. K.